

## Contact

### **EMB - European Milk Board asbl**

Rue du Commerce 124  
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

[office@europeanmilkboard.org](mailto:office@europeanmilkboard.org)

[www.europeanmilkboard.org](http://www.europeanmilkboard.org)

---

Chers éleveurs, chers lecteurs,

La Commission européenne a publié ses recommandations pour la réforme de la politique laitière de l'UE. Il semble à première vue qu'un tout nouveau vent souffle à Bruxelles. Il y est question d'un déséquilibre des forces au sein de la chaîne alimentaire et de la nécessité de renforcer la position des producteurs. La Commission européenne demande que soit accordée par la législation de la concurrence la possibilité aux producteurs de se regrouper. Ce sont des bonnes approches mais malheureusement les propositions ne vont pas assez loin. Si les instruments étaient mis en œuvre tels qu'ils sont proposés, les producteurs n'auraient toujours pas le pouvoir d'influer sur le volume de la production. Une offre orientée sur la demande est toutefois indispensable pour assurer des prix aux producteurs rémunérateurs et a des répercussions sur l'agriculture européenne plus positives que des mesures onéreuses financées par le contribuable telles qu'interventions, subventions à l'exportation ou paiements d'urgence. De même, une forte extension des paiements directs pour les régions défavorisées ne suffira jamais à contrecarrer la perte massive d'exploitations laitières due aux faibles prix payés aux producteurs. C'est pourquoi on va continuer d'amener des entretiens intensifs à Bruxelles et à l'échelle nationale afin de présenter des manières différentes la position des producteurs de lait et d'intensifier la coopération avec des autres organisations de la société civile.

Au Canada, les producteurs laitiers se passent de paiements directs de l'État et obtiennent des prix rémunérateurs sur la base du marché grâce au système « Supply Management » soutenu par l'État. Les consommateurs peuvent compter sur des prix stables et équitables en magasin. Preuve en est la lettre de Marcel Groleau insérée dans ce bulletin. L'UE ne devrait en aucun cas essayer par l'intermédiaire de l'Accord économique et commercial global (AECG) de forcer l'entrée de produits laitiers européens sur le marché canadien. Il vaudrait bien mieux, ici en Europe aussi bien qu'au Canada, orienter l'offre à la demande en gardant des prix rémunérateurs.

L'année 2010 était bien mouvementée. La lettre d'une exploitante laitière de Normandie en témoigne. Les producteurs laitiers étaient à Bruxelles, Strasbourg, Paris et dans des nombreux autres lieux pour exposer à l'opinion publique et en particulier à la classe politique la situation qui règne dans les exploitations et expliquer les conditions politiques qu'il leur faudrait. Au Danemark et en Suède, les temps étaient particulièrement difficiles pour les producteurs laitiers. Des nombreux éleveurs ont fermé la porte de leurs exploitations ou sont à présent si endettés qu'aucune issue semble possible. En Suisse, nous avons pu suivre en direct l'échec de l'interprofession de la filière Lait (IP Lait), la prolifération des montagnes de beurre et la baisse des prix aux producteurs. Mais il y a aussi des nouvelles positives. Par exemple, des nouvelles d'Autriche où le Lait Equitable (A Faire Milch) gagne en parts de marché et où de plus en plus de lait est regroupé pour une commercialisation directe des éleveurs via le Freie Milch Austria. En Allemagne et en Belgique, le lancement du Lait Equitable (Die Faire Milch) sur le marché a été un succès.

Les contacts avec la classe politique de Bruxelles et des pays de l'EMB ont été considérablement développés et quand il est question de lait, l'EMB ainsi que ses organisations membres sont à présent des interlocuteurs importants aux niveaux différents.

Toutes ces activités et tous ces développements ont été uniquement possibles grâce au formidable soutien des producteurs et productrices de lait de toutes les fédérations membres de l'EMB. Tout le comité directeur tient à vous en remercier vivement. Un merci tout particulier aussi à nos collaborateurs et collaboratrices très motivés qui n'ont pas ménagé leur peine.

Que les approches positives enregistrées au niveau politique nous encouragent à démarrer la nouvelle année avec grand élan pour mener à bien ce que nous avons commencé.

Au nom de tout le comité directeur, nous vous souhaitons

de Bonnes Fêtes de Noël et nos meilleurs vœux pour la nouvelle Année.

Très cordialement,

*Romuald Schaber et Sieta van Keimpema*

## **Le « Paquet lait » de la Commission de l'UE – bonne direction, mais les instruments effectifs manquent**

Le 9/12/2010 la Commission a présenté son « Paquet lait ». Celui-ci commence avec l'analyse très pertinente sur la situation des producteurs de lait au sein de la chaîne alimentaire: « (...), bien souvent, la concentration de l'offre est très inférieure à celle qui prévaut dans le secteur de la transformation. Il en résulte un déséquilibre entre les pouvoirs de négociation respectifs de ces deux niveaux. On constate également une certaine rigidité du marché, dans lequel les exploitants n'ont pas beaucoup le choix de l'entreprise de transformation (ou même du transporteur pour l'acheminement de leur lait cru). (Texte original voir [www.europeanmilkboard.org/presse](http://www.europeanmilkboard.org/presse))

L'EMB est d'accord avec cette analyse de la Commission. Quand on regarde les propositions de solution en détail, on sent également un vent nouveau de Bruxelles qui fait penser à des solutions nouvelles et innovatrices. Malheureusement, dans la plupart des cas, il manque après le courage de concrétiser et réaliser les instruments proposés de sorte qu'ils permettent aux producteurs d'acquiescer effectivement une position de négociation plus forte au marché. Ils se concentrent sur les intérêts de l'industrie laitière et notamment des laiteries. Romuald Schaber conclue: « Les propositions d'action mises en avant dans le communiqué de la Commission ne peuvent pas terminer la disparité de répartition de l'influence entre les acteurs sur le marché du lait et ainsi pas assurer des prix des lait rémunérateurs. » Au suivant on propose une analyse courte des différentes parties du Paquet lait:

### **Limite maximum pour les groupements de producteurs à 3,5% de la quantité de lait dans l'UE**

Dans ce cas-là la concentration des groupements de producteurs de lait serait limitée à environ 4,7 milliards de kg de quantité de lait. « Ceci est beaucoup trop peu quand on sait que des laiteries comme Arla Foods ou Friesland Campina, avec respectivement 8,7 milliards et 11,7 milliards de kg de lait, possèdent d'ores et déjà, une part respective d'environ 6,5% et 8,8% du marché européen et qu'elles vont encore continuer de grandir sans entrave », a déclaré Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'EMB. La proposition consistant à limiter la concentration pour chaque pays producteur à 33% tient tout aussi peu compte de la situation qui règne dans le secteur des laiteries. Au Danemark, ce sont 95% du lait transformé par une laiterie, aux Pays-Bas 85% du lait transformé par une seule et unique laiterie concentre.

### **Intensification des échanges dans la chaîne de valeur**

Une autre proposition de la Commission de l'UE consiste à intensifier, à l'avenir, à l'échelon de l'UE, les échanges entre les acteurs de la chaîne de valeur du lait. Les producteurs de lait en Europe soutiennent ce principe. A l'avenir, la politique laitière devrait avoir comme point d'ancrage les intérêts de toute la société et, aussi, satisfaire aux objectifs de la PAC. C'est pourquoi l'European Milk Board exige que soit instituée une agence de surveillance qui, outre les sondages répétés et actuels relatifs au développement des prix, des coûts, des quantités et du marché, ait aussi pour objectif une production de lait durable dans toutes les régions d'Europe. Pour cela, sur la base de calculs des coûts de production, l'agence stipulerait un corridor de prix de référence qui, à son tour, devrait servir d'aune pour les quantités de lait devant être produites. Une telle agence correspondrait également à la demande de la Commission d'augmenter la transparence décrite dans la 4<sup>ème</sup> partie du communiqué.

### **Des contrats pouvant être introduits avec un caractère obligatoire par les états membres**

a) Comme l'expérience l'a prouvé, les contrats conclus entre des partenaires de négociation disparates ont pour effet non pas de mettre un terme au handicap subi par le partenaire le plus faible, mais de pérenniser ce handicap. Etant donné que la concentration est la règle du côté des laiteries, les conditions de contrat vont continuer d'être dictées par les laiteries en tant que partenaires du marché ayant le plus de puissance. C'est ce qu'a déjà constaté, par exemple, l'Office fédéral allemand des ententes à l'occasion d'une analyse sectorielle. – **A 950 000 producteurs de lait dans l'UE font face environ 5400 laiteries**, à l'occasion de quoi les dix plus grandes laiteries traitent env. 30 pour cent du lait produit.

b) La proposition de la Commission prévoit que les pays membres prescrivent des contrats et quelques éléments clés de

ces contrats aux acteurs du marché du lait. Selon EMB les contrats ne sont pas aptes pour renforcer la position des producteurs sauf si les laiteries sont obligées d'inclure des critères uniques et efficaces. La situation des coûts des producteurs doit être incluse par exemple. Sur notre site Internet se trouve un catalogue de 10 points qui contient des exigences minimales qu'un contrat doit contenir pour que les producteurs soient renforcés dans leur position de négociation.

c) De même, on ne peut pas justifier des propos selon lesquels les coopératives doivent être exonérées de l'obligation de conclure des contrats. L'Office des ententes allemand a prouvé sans ambiguïté que c'est particulièrement dans les coopératives que se constitue une formation des prix « upside down » (du haut vers le bas), c.-à-d. que le producteur obtient ce qui reste sur les marchés de débouché en fonction du chiffre d'affaires qui y a été réalisé.

Pour le 12/10/2010 la Commission invite à une réunion pendant laquelle seront discutés la réforme de la politique agricole commune, l'initiative de qualité et le paquet lait. EMB sera présent pour expliquer sa position, et l'importance de l'agence de monitoring et l'exemption de groupe en tant que des éléments clés d'une réforme.

### **Espagne : la nouvelle fédération des producteurs laitiers représente 75% du lait espagnol**

Le 29 novembre 2010, les représentants des trois organisations indépendantes de producteurs laitiers Prolec, Feplac et Ganaderos Unidos ont décidé de créer la fédération Organización de Productores de Leche (OPL). Cette nouvelle fédération entrera en fonction le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et représentera par le biais de ses adhérents 75% du lait espagnol. L'objectif de cette création était de réunir dans une seule fédération le maximum d'exploitations laitières afin de pouvoir en défendre les intérêts avec plus de force. À l'avenir, la fédération entend également représenter les producteurs de lait espagnols au sein de l'interprofession INLAC et autres institutions nationales. Le président de Prolec, José Ramón Arronte Diego, continuera dans le cadre du comité directeur de l'OPL à agir au premier rang.

*Esther Lopera, PROLEC/ EMB*

### **Lettre des producteurs de lait du Canada:**

Chers producteurs de lait en Europe,

Du Québec, nous suivons attentivement la situation des producteurs laitiers européens. Je me fais le porte-parole des producteurs laitiers québécois et canadiens pour exprimer notre solidarité face à la situation difficile que vous subissez depuis deux ans.

Au Canada et au Québec d'où je vous écris, nous pouvons dire que l'économie se porte en général assez bien. Le secteur bancaire canadien a traversé la crise financière sans intervention gouvernementale. La réglementation des banques au Canada encadre la tolérance au risque. Le secteur laitier canadien a aussi traversé la crise sans soubresaut et sans subvention directe. Nous disposons d'outils efficaces pour contrer la volatilité des prix à la ferme. Les lois fédérales et provinciales nous permettent de gérer collectivement la production laitière, de l'ajuster aux besoins de notre marché et de négocier les conditions de vente avec les transformateurs. La réglementation est un moyen efficace et bien moins coûteux.

Cette année, au Canada, la production de lait est en légère hausse et les prix à la ferme devraient augmenter d'environ 2,2 % à partir du 1<sup>er</sup> février 2011. Il faut dire que nous n'avons pas eu de hausse du prix du lait le 1<sup>er</sup> février 2010. Les prix des intrants étaient à la baisse en 2009.

Les productions agricoles qui ne fonctionnent pas avec la gestion de l'offre font face à la volatilité des prix des denrées agricoles sur les marchés mondiaux. Ce problème de volatilité des prix sur les marchés internationaux est aussi accentué par la spéculation sur les marchés agricoles.

Dans un marché normal, les prix varient selon la demande. Les acteurs de ce marché vont donc ajuster la production pour que l'offre satisfasse la demande.

En agriculture, c'est le contraire qui se produit. La demande ne varie pas ou peu. Par exemple, la demande mondiale de lait varie d'à peine plus ou moins 1 % par année. Les récessions économiques ont peu d'effet sur la consommation alimentaire. En agriculture, la demande est donc relativement stable. C'est l'offre qui varie et on ne peut l'ajuster rapidement, car nous sommes des millions de producteurs qui travaillent de façon isolée. Nous devons composer avec les saisons et quand le produit est prêt, il doit être livré quel qu'en soit le prix. Notre secteur est particulier et les solutions doivent être spécifiques.

Je ne crois pas que les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) apporteront des solutions à ce problème. La déréglementation va accentuer le problème, car elle isole encore plus les producteurs agricoles. Les gouvernements doivent revoir leur approche dans les négociations sur l'agriculture et l'alimentation. On doit stabiliser les prix à la ferme et assurer des aliments à tous, même aux plus démunis. La stabilité politique mondiale en dépend.

Nous vous souhaitons une année 2011 plus fructueuse que les dernières!

*Marcel Groleau, Président de la Fédération des producteurs de lait du Québec et vice-président des Producteurs laitiers du Canada*

### **Négociations commerciales entre l'UE et le Canada continue**

En 2009 l'UE et le Canada commencent des négociations officielles afin d'atteindre un accord économique et commercial (AECG) entre le Canada et l'Union européenne. Procédures douanières, immigration, investissements étrangers, stratégies de l'accès aux marchés notamment en ce qui concerne l'agriculture sont des enjeux majeurs. La prochaine réunion aura lieu du 17 au 21 janvier à Bruxelles. Des participants des réunions précédentes disent : « L'accès non-discriminatoire et mutuel au marché laitier et au marché de viande sont très important pour les Européens [...] » Mais est-ce qu'il vraiment une bonne idée de transporter de la viande et du lait d'un coin à l'autre de la planète ? Est-ce que les gens en Europe boiront plus de lait ou est-ce qu'ils boiront même du lait de la poudre si les produits sont importés du Canada ? Ou est-ce qu'il plus probable qu'on provoque une guerre des prix entre les deux grands marché en abondant des douanes qui amène également à une baisse des prix des producteurs ? Etant donné la taille du marché canadien et les débouchés limitées des produits européen on doit assumer qu'il s'agit pas de la reprise des marchés nouveaux mais de la désintégration d'un système qui fonctionne, un exemple positif pour la maîtrise des volumes. Ou le lait doit servir comme monnaie d'échange pour des autres secteurs. Les Producteurs de Lait de Canada disent concernant l'AECG : « La position du gouvernement canadien prévoit la protection de la gestion de l'offre lors des négociations. Cela inclue également le maintien des tarifs douaniers et des contingents tarifaires. Les producteurs de lait au Canada ne reçoivent pas des subventions et ne devraient pas être forcé de concurrencer avec la trésorerie de l'Union européenne. » Des douanes à l'importation sont une condition préalable pour la réussite de la gestion de l'offre au Canada qui a des effets positifs pour beaucoup de paysans et consommateurs au Canada. L'UE ne devra pas mettre ce système en péril, mais élaborer des solutions durables pour sa propre production laitière et consommation de lait.

*Sonja Korspeter, EMB*

### **Lettre d'une productrice de lait en Normandie**

Chers agriculteurs et agricultrices,

Nous nous sommes sûrement croisés ou avons manifesté pacifiquement ensemble à Strasbourg (20,10,2010), Bruxelles (12,07,2010), Berlin (20,01,2010) ou à Paris (10,09,2009 et 10,03,2010). Que de kilomètres parcourus en peu de temps, que de belles rencontres, une leçon d'humanité et de solidarité que je n'aurais jamais imaginé possible voilà 2 ans.

Je me suis installée en 1992 en GAEC avec mon ami et belle maman, ayant pris la décision d'arrêter ma profession initiale (esthéticienne à mon compte) et ayant acquis une formation agricole. Je me retrouvais donc sur une exploitation de 70 ha et un quota laitier de 400000 litres. La naissance de nos trois garçons (Charlie en 1991 puis Jason et Fabien, jumeaux, en 1992) a quelque peu modifié l'organisation de travail sur l'exploitation. Après différents changements d'associés, beaucoup d'heures de travail à construire les bâtiments par nous -mêmes (subi trois tempêtes), nous nous retrouvons actuellement sur une exploitation de 150 ha avec un quota laitier de 930000L en société civile laitière avec un associé et deux salariés. Nous pensions être arrivés à un équilibre qui nous permettait d'avoir plus de temps pour nous - pas plus d'une traite/jour/trayeur, et 1 week-end de garde/ 3.

Et puis arriva 2009, l'année du chamboulement, de la prise de conscience pour notre avenir. Je me suis donc trouvée impliquée dans l'action aux côtés d'André investi dans l'organisation de l'APLI Normandie. Un vrai branle bas de combat. (travail, réunions, intendance) Un de mes enfants a bien résumé la situation à la maison à ce moment-là alors que nous étions à table : «j'ai l'impression de manger avec l'APLI et l'EMB».

Nous avons décidé de garder les 2 salariés même si financièrement, il aurait fallu licencier mais notre choix n'était pas de vivre que pour la ferme. Nous allions trouver une solution. Je me sentais l'obligation d'être présente aux réunions, aux manifs pour me donner le courage de continuer à travailler et je suis fière d'avoir fait partie de ce mouvement.

AU REVEIL DE NOS CAMPAGNES, AU CHANGEMENT DE L'ETAT D'ESPRIT ENVERS NOS VOISINS LES PLUS PROCHES ET LES PLUS LOINTAINS, A L'APPORT DE SOLUTIONS QUI PARAISSENT TELLEMENT EVIDENTE SUR LE PLAN ECONOMIQUE, ECOLOGIQUE ET HUMAIN.

L'échange organisé entre agriculteurs français et agriculteurs allemands le week-end du 25 septembre à l'occasion de la « marée blanche » dans notre belle région du Mont Saint Michel, est le fruit de ces deux années de rencontre. Un grand merci à vous d'être venus de si loin, merci Mesdames, d'avoir été si nombreuses et montré l'envie de communiquer, de partager avec les femmes françaises. Un début de jumelage entre agriculteurs de l'EMB se dévoile alors qu'il semblerait que l'on veuille nous diviser.

La politique des financiers et des industriels en écœure plus d'un, nous les premiers avons réfléchi à la direction à prendre.

Dans 8 jours, nous lançons notre fabrication de caramels à la ferme afin de valoriser notre lait et reprendre en main la vente de notre produit mais ceci reste une option, le problème n'étant toujours pas réglé.

RESTONS SOLIDAIRES. Nos amis canadiens nous ont montré que c'était possible.

*Sylvie Poulain, agricultrice française*

### **Commentaire Suisse : gestion des excédents et non pas de production laitière calquée sur la demande**

La libéralisation du marché en Suisse est hautement problématique. Depuis la suppression des quotas en mai 2009, il est produit des excédents et atteint des records en montagne de beurre. Pour le fromage par exemple, les importations sont bien plus élevées que les exportations. Ce n'est pas, comme il était souhaité, la production suisse qui a conquis le marché mondial mais exactement le contraire : des produits bon marché venus de l'UE envahissent le marché suisse et les prix aux producteurs sont en chute libre. Les prix du lait reflètent la présence d'excédents sur le marché laitier : au mois d'octobre, les producteurs laitiers recevaient un prix de base de 60 centimes de franc par kg de lait, sous prise en compte des paiements directs, il manquait aux exploitations de plaine de 25 à 30 centimes de franc par litre pour assurer un prix rémunérateur.

Les excédents sont vendus sur les marchés de l'UE et sur le marché mondial à des prix bien inférieurs aux prix de production. Pour assurer toutefois aux laiteries des activités rentables, il a été décidé lors de l'assemblée générale annuelle de l'interprofession Suisse de la filière lait (IP Lait) d'instaurer une segmentation en prix A, B et C. Les producteurs reçoivent ainsi pour le lait A le prix de référence mais des prix bien plus bas pour le lait déclaré du segment B ou C. Bien que ce modèle n'ait aucune incidence sur la quantité produite, il a été adopté comme catalogue des mesures visant à la stabilisation marché laitier également par les représentants de producteurs de l'IP lait. La stabilisation du prix du lait se fait ici à un niveau bas. Les producteurs laitiers ne peuvent pas décider s'ils sont prêts à produire du lait pour un prix déclaré de segment B. Ce n'est qu'à la réception de leur paie de lait qu'ils sont informés de la proportion de lait qui a été transformée en produits nationaux à prix forts et de la proportion de lait bon marché qui est destiné pour l'essentiel à l'exportation. Les producteurs laitiers n'ont eux-mêmes aucun pouvoir d'influence.

Cette décision prise par l'assemblée des délégués montre encore une fois clairement qu'une organisation de l'interprofession n'apporte aux producteurs laitiers aucun pouvoir de marché. La pression des laiteries sur les producteurs s'en trouve par contre institutionnalisée. La mise en place d'un fonds d'intervention ayant pour objectif de couvrir les coûts d'exportation des excédents sur le marché mondial va dans cette même direction. Les producteurs ne peuvent pas décider de produire ou non les excédents mal payés et cofinancent au moins pour moitié l'élimination de ces excédents via ce fonds. Les décisions prises par l'IP Lait n'ont pas grand-chose à voir avec une orientation au marché.

Nous dans l'UE, nous devrions tirer des leçons de l'exemple de la Suisse. Les propositions de la Commission européenne en faveur d'une interprofession et d'une contractualisation entre producteurs laitiers et laiteries de même

que les limites très restrictives gérant le regroupement sont des mesures inappropriées pour donner en Europe un avenir à une production du lait durable. Pour cette raison, les propositions de la Commission doivent faire l'objet de critiques constructives mais énergiques. La Suisse montre à l'échelle d'un seul pays ce qui ne saurait non plus fonctionner dans une UE à 27 États membres.

*Sonja Korspeter, EMB*

### **Danemark : trois problèmes d'un coup : difficultés financières, faibles prix du lait et hausse des frais en fourrage**

Les exploitations laitières danoises modernes ont été en grande partie financées par des crédits. Jusqu'en 2008, les banques et institutions financières accordaient volontairement des crédits aux producteurs agricoles. Les terres arables ayant leur prix à la hausse, elles représentaient une sûreté pour les banques et leur argent. Actuellement toutefois, les prix pour les terres arables chutent de 40 à 50%. Les sûretés pour les banques et les institutions financières sont donc en train de disparaître. Dans ce contexte, la majorité des producteurs danois n'ont pu ces trois dernières années contracter de crédit pour investir dans leurs exploitations. Le montant total de tous les crédits attribués au secteur agricole s'élève à 47 milliards d'euros. Autrement dit, sur chaque hectare pèse en moyenne un emprunt de 19 000 euros. La situation est tendue car il a été calculé que pour des prix et taux d'intérêt normaux, seulement deux tiers ou même seulement la moitié des crédits ont été remboursés. Personne ne sait ce qui va se passer. En 2010, le prix danois du lait était inférieur à la moyenne européenne.

De plus, Arla Foods, la grande laiterie danoise et suédoise a décidé de baisser le prix du lait de 1,5 centimes d'euro pour les six prochaines années afin d'exploiter en qualité de laiterie de nouveaux secteurs commerciaux dans d'autres pays que le Danemark. Il devrait ici s'agir principalement de l'Allemagne.

Les prix des fourrages étant actuellement en train de grimper, la production laitière (de même que l'élevage porcin) n'est pas rentable. Une grande inquiétude règne donc chez les producteurs de même que les fédérations agricoles.

*Christen Sievertsen, Kjartan Poulsen, LDM*

### **Suède : de plus en plus d'éleveurs abandonnent. Le gouvernement soutient la coopération interprofessionnelle pour résoudre le problème.**

La nouvelle organisation *Sveriges Mjölkbönder* (autrefois LDM *Sveriges Mjölkbönder*) s'est investie en 2010 pour la création d'un « groupe de la filière laitière ». Ce groupe est constitué de représentants du Ministère de l'agriculture, de laiteries, de fédérations agricoles, de la fédération suédoise de laiteries ainsi que de fédérations de la distribution alimentaire et de consommateurs. Il y a eu jusqu'à aujourd'hui deux rencontres du groupe et la prochaine aura lieu en janvier 2011. L'objectif de ce groupe est de mieux comprendre les problèmes des producteurs laitiers qui sont une partie constituante de toute la chaîne alimentaire. Ce groupe discute des thèmes politiques et réfléchit comment parvenir en Suède à une production laitière durable. Cette question est d'autant plus importante que la production est en baisse et que de nombreux producteurs laitiers ferment leur exploitation. Le Ministre suédois de l'agriculture a participé à la création de ce groupe et soutient son travail.

La situation sur le marché laitier connaît actuellement beaucoup de turbulences. Milko, une des grandes laiteries, n'est pas rentable. Parallèlement, Arla Foods, la plus grande laiterie de Suède, essaie d'inciter les producteurs de lait à lui livrer plus de lait. Un grand nombre de producteurs fournisseurs de Milko ont donc quitté leur ancienne laiterie pour maintenant livrer leur lait à Arla. Le prix du lait a été relevé à maintes reprises ces derniers mois et tourne actuellement autour de 32 centimes d'euro. Les prix connaissent toutefois de grandes fluctuations, selon la qualité du lait mais aussi selon la laiterie qui est livrée etc.

*Maria Mehlqvist, Sveriges Mjölkbönder*

### **Autriche : vent en poupe pour IG-Milch et regroupement des laiteries**

L'assemblée générale de l'IG-Milch du 20 novembre a élu un nouveau comité directeur. A la tête de la fédération se trouve à présent la nouvelle présidente Erna Feldhofer qui gère avec sa famille une exploitation laitière en Styrie. Ses suppléants sont Thomas Schmidthaler (comité directeur de l'EMB, Haute-Autriche) et Franz Handler (Basse-Autriche).

Malgré les adieux émouvants faits au président de longue date Ewald Grünzweil, l'ambiance de cette assemblée

générale était pleine d'élan et résolument tournée vers l'avenir. La fédération IG-Milch enregistre actuellement plusieurs projets pleins de vie : c'est un grand succès qu'a enregistré la marque « A faire Milch » (Le Lait Equitable) lors d'un test comparatif organisé par l'association d'information des consommateurs. Des 29 laits qui ont été testés, c'est « A faire Milch » qui en est ressorti le vainqueur. « Ce résultat nous réjouit et nous encourage à en faire plus » peut-on entendre d'une seule voix au sein de l'IG-Milch. Avec l'entreprise « Freie Milch Austria » se poursuit le regroupement du lait cru autrichien en dehors des laiteries coopératives. À cet effet sont organisées sans cesse des séances d'information pour les « nouveaux fournisseurs » intéressés.

Une autre fusion de coopératives est actuellement en préparation dans le secteur autrichien des laiteries. La Stainzer Milch recherche un partenaire : selon les médias, c'est la Berglandmilch qui serait la favorite. La société Berglandmilch qui est le plus grand transformateur de lait d'Autriche va à l'avenir contrôler dans les 50 % du volume national de lait grâce à son récent rachat de la Tirolmilch. Que diront les autorités de la concurrence qui n'accordent aux regroupements de producteurs que 33 % du volume de lait national ?

Entre avril et octobre, les prix en Autriche étaient en moyenne de 27,976 à 31,986 centimes d'euro. Le prix du lait en octobre se trouvait entre 29,685 et 33,895 centimes d'euro (sur la base suivante : 4,20% de matières grasses, 3,40% de protéine, 100000 kg de livraison annuelle, prix hors TVA et sans aide du Land, catégorie S < 50000 nombre de germes et < 250000 nombre de cellules)

*Walter Stadlober, IG-Milch*

### **Manifestation des paysannes : des poèmes pour Theo Müller, propriétaire d'une laiterie**

Le 14 décembre environ 300 paysannes de BDM voulaient rendre visite à Theo Müller. Leur slogan était « Theo Müller, tu ne vit pas des rayons des supermarchés, mais de nous, les paysans » et elles venaient afin de « Klöpfeln ». « Klöpfeln » est une ancienne coutume bavaroise pour assurer un meilleur avenir. Tout d'abord les paysannes allaient à la cathédrale de Freising et récitaient le chapelet. Après elles marchaient environ trois kilomètres dans une procession des lumières jusqu'à la laiterie Weihenstephan qui fait partie du group Müllermilch.

Les productrices de lait ne peuvent pas comprendre pourquoi Theo Müller a entamé des actions en justice contre des éleveurs qui participaient à une manifestation devant la laiterie à Leppersdorf pendant la grève du lait en Allemagne. Il est incompréhensible pourquoi le groupe qui a profité des manifestations des producteurs de lait en 2008 et des hausses des prix imposée dans le commerce de détail, a reçu des indemnités. Dans le cadre de cette manifestation elles voulaient parler avec Theo Müller, mais cela n'était pas possible.

Les productrices de lait exprimaient leur solidarité avec les producteurs de lait accusés avec des prières, des chansons et des poèmes. Elles ont déjà annoncé des autres activités à une date ultérieure.

*Jutta Weiss, BDM Aktuell*

### **Six journées complètes de grève en Belgique en 2009**

Les chiffres publiés par le ministère de l'agriculture en Belgique concernant la livraison du lait en septembre 2009 et en septembre 2010 reflètent clairement la grève du lait des années passées :

Le quota annuel en Belgique se monte à 3,3 milliards de litres. C'est équivalent à 9 millions litres par jour. En septembre 2010 29,5 millions de litres de plus (13%) étaient produits en comparaison avec septembre 2009. En total 256,3 millions de litres étaient produits en septembre 2010. Ces 29,5 millions litres de lait correspondent au volume livré pendant trois journées complètes en Belgique. En septembre 2009 la grève du lait n'avait lieu qu'en Wallonie. La partie du quota total de la Wallonie est plus basse que la partie de la Flandres, ce veut dire que ces 29,5 millions de litres correspondent aux volumes livrés pendant sept jours. Si on tient compte du fait que la production a en général augmenté dans l'année 2010 (Réalisations des quotas en 2010 pendant la première partie de l'année laitière : 101,66% ; en 2009 96,80%) on peut dire néanmoins que dans le cadre de la grève du lait en Wallonie la production de six journées complètes étaient gaspillées. C'est une estimation réaliste et le résultat que nous avons espéré.

*Erwin Schöpges, MIG*

## Analyse des coûts de production de l'EDF montre : les coûts complets de la production ne sont pas couverts

L'organisation European Dairy Farmers (EDF) présentait son analyse annuelle des coûts de production en août lors de leur assemblée générale annuelle. Cette analyse montre clairement que les coûts complets moyens des exploitations qui font partie de cette étude se montaient à 41,8 centimes/kg ECM pour l'année laitière 2008/2009 et que les recettes s'élevaient à 33,9 centimes/kg ECM. Les exploitations européennes qui participaient à cette étude faisaient des pertes. Le salaire moyen se monte à 0,20 EUR par heure de travail. Mais il y a une grande diversité des résultats. Une analyse profonde de l'intrant et du sortant montre que les meilleures exploitations de l'EDF ne seulement utilisent moins d'intrant par vache, mais aussi qu'elles ont une production élevée basée sur le même input que les exploitations moins performantes. Les 280 exploitations allemandes qui participaient à cette analyse ont en moyen 201 vaches et se considèrent comme exploitations orientée vers l'avenir.

*Sonja Korspeter, EMB*

## Idée de livre

### Europe laitière: Valoriser tous les territoires pour construire l'avenir

*Quel système laitier pour demain?*

L'élevage laitier reste une activité économique majeure pour le maintien de l'emploi et du tissu rural dans près de la moitié des régions européennes. Il valorise un tiers des surfaces agricoles, notamment en zones défavorisées, contribuant aussi à la production de biens publics essentiels : l'eau, l'air, le sol, la biodiversité et le paysage. Et pourtant, l'Europe laitière s'enferme dans une double impasse:

**Impasse socio-économique** d'abord : alors que la plupart des grands pays confortent leur marché interne, l'Europe a décidé d'abandonner la préférence communautaire et les quotas laitiers. Elle s'aligne sur les règles de l'OMC, espérant renforcer sa place sur un marché mondial de beurre et de poudre, marginal en volume et en valeur. Ce faisant, elle accentue la volatilité du prix du lait et impose une compétition mortelle pour la majorité des producteurs.

**Impasse environnementale** et territoriale ensuite. Avec le modèle Holstein- maïs-soja, la PAC a favorisé la spécialisation et l'agrandissement des troupeaux, ainsi que leur concentration dans les plaines labourables aux dépens des zones herbagères et des races plus rustiques produisant du lait et de la viande. Tout cela amplifie l'exode rural et le changement climatique, mais aussi la perte de biodiversité et de patrimoine culturel, notamment dans les nouveaux pays membres.

**Pour sortir de cette double impasse et pour préserver une Europe et une planète vivables pour nos enfants, il faut opter clairement pour la souveraineté alimentaire**, celle des 500 millions d'Européens et celle des pays en développement. Il faut aussi **encourager un élevage valorisant davantage les prairies et les ressources locales**. Il n'est pas trop tard pour décider d'une autre politique laitière et rurale, plus conforme au traité de Lisbonne, avec le soutien du nouveau Parlement européen et la mobilisation de tous.

*De formation agronomique, André Pflimlin a travaillé à l'Institut de l'élevage de 1970 à 2009 ; depuis 2001 il était coordinateur des projets de Recherche-Développement en Europe.*

L'Europe laitière, Valoriser tous les territoires pour construire l'avenir, France Agricole, ISBN: 978-2-85557-178-2, 314 pages, paru le 1/12/2010.

---

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: [office@europeanmilkboard.org](mailto:office@europeanmilkboard.org)

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org>/<https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-decembre-2010.html>